



Je vous propose le texte de mon intervention à la Convention nationale du PG, à Crosne le 5 décembre 2009.

"Vous le savez, les députés du Parti de Gauche, avec à leur tête notre camarade Martine Billard, ont déposé avec le soutien des communistes une proposition de loi visant à instaurer une planification écologique pour la France.

C'est notre compréhension de la situation, l'urgence dans laquelle nous nous trouvons, l'absence d'offensive législative du reste de la gauche qui nous conduit à être les premiers à proposer une méthode à notre pays. Nous proposons donc une réorientation de la façon de produire, nous proposons au Français de revisiter ce qu'il est vraiment utile de consommer. Nous demandons que des mesures engagent des pratiques publiques en faveur de la préservation de notre écosystème, tellement nous avons acquis la certitude que le genre humain est en danger.

Si je suis monté à cette tribune, c'est pour dire que déjà notre Parti recèle un grand atout : ses élus locaux, ses militants de combat. Pardonnez-moi, je ne détache jamais les 2 rôles, tellement être élu est pour moi depuis 20 ans une tâche militante ! Ses élus, disais-je, certes, pas assez nombreux, jamais assez nombreux. Mais par leur action d'élus militants, éducateurs civiques, qui arbitrent selon des objectifs politiques à atteindre, nous avons la capacité d'éclairer, de concrétiser par l'exemple ce que nous voulons pour la France toute entière. Nous pouvons être des praticiens de nos théories.

Je viens témoigner ici que des élus du Parti de Gauche s'engagent déjà ou s'apprêtent à le faire, dans leurs collectivités respectives. Qu'ils la dirigent, qu'ils la cogèrent ou qu'ils soient

dans l'opposition, partout ils montrent qu'il est possible d'agir, de faire de la planification écologique une réalité tangible qui fixe des objectifs concrets, qui budgétise, qui implique les citoyens.



Nous devons recenser nos actions, nos propositions, nos projets, nos revendications d'opposants, pour qu'ils soient effectivement utiles à tout le Parti et à la gauche toute entière. L'esprit rebelle qui nous a conduit à fonder le PG nous distingue dans les collectivités. Nous ne sommes pas résignés, nous faisons feu de tout bois pour être des élus et des militants conséquents, loin de la schizophrénie ou du grand écart de ceux qui sont pour le logement social ou pour le service public de l'eau dans leurs congrès, et qui font l'inverse une fois à la maison.

Crise alimentaire, relocalisation de l'économie, pollution, biodiversité en danger, marchandisation de l'énergie, nous pouvons déjà agir, expérimenter, prouver que cela marche par l'exemple. En étant le Parti des élus et des militants qui soutient les AMAP, nous le faisons ; en étant un Parti qui met en place des restaurants municipaux et associatifs bio, nous le faisons. En restaurant la biodiversité par une gestion sans pratique horticole et sans herbicides dans les espaces publics, nous le faisons encore. En engageant nos élus à construire des bâtiments publics et des logements sociaux à basse consommation d'énergie, nous le faisons toujours ! En s'obligeant et en assumant un urbanisme plus compact, économe en surface pour lutter contre l'étalement urbain, nous le faisons tout le temps. En ayant toujours recours à des opérateurs publics pour la distribution de l'eau ou le traitement des déchets, nous serons capables de prouver que c'est possible pour la France.

Bien sûr, tout ceci nécessite une volonté politique forte, des outils d'aménagement publics, qui permettent le portage foncier, des outils publics d'expertise. Le retour à des régies publiques de l'eau, la création d'éco-quartiers, la cohabitation de l'Homme et de la nature en ville ou enfin stopper la spéculation foncière nécessitent une mobilisation de tous les acteurs locaux, une implication populaire forte. Dès aujourd'hui, la planification écologique locale nous donne la vision à long terme et permet la réorientation des crédits de nos collectivités pour mener à bien ces projets.

Mais encore faut-il avoir des moyens ! Pouvoir en développer et préserver la libre administration

des collectivités. Nous sommes donc engagés dans une double course de vitesse : l'urgence d'agir pour notre écosystème, d'une part. Et d'autre part nous devons faire face aux politiques gouvernementales qui peu à peu ôtent aux collectivités locales leurs moyens, que ce soit en supprimant la Taxe Professionnelle (soit dit en passant en taxant les ménages à la place), la Taxe Professionnelle disais-je, principale ressource des agglomérations et des communes, ou par la réforme territoriale mettant fin à la clause générale de compétences des Départements et des Régions ou enfin en asséchant les recettes des collectivités. Le gouvernement ne cherche qu'une chose, terrasser les contre pouvoirs. Nous empêcher de faire de la politique, quoi !

Notre engagement local, militant en rupture avec l'ordre des choses capitaliste est donc une source d'inspiration pour nos programmes d'actions nationaux. Il a valeur d'exemple de ce que nous ferions au gouvernement de la France. Mais il n'est rien si nous ne prenons pas le pouvoir en France. Car il y a urgence à généraliser ces pratiques expérimentales au niveau local. Un Etat volontaire, fort, garant et promoteur de l'intérêt général, organisant la transition vers la transformation sociale et écologique, pourra porter notre ambition progressiste, écologiste pour enrayer les crises et catastrophes qui avancent. Alors de laboratoires qu'elles sont, les collectivités deviendront des points d'appui pour généraliser la loi de la planification écologique. A défaut d'être majoritaire mardi au Parlement, je voulais ici témoigner que nous sommes prêts à relever ce défi. Pour qu'une alternative à vocation majoritaire de gauche, écologiste et républicaine voit le jour sans tarder et parce qu'il faut unir et rassembler pour y parvenir, je propose que parte de notre convention avance l'idée de la création d'un Réseau National des élus partisans de la Planification écologique."